

Liste des Etats liés

Etats liés	Date de signature	Date de dépôt (art. 12)	Date d'entrée en vigueur (art. 20)
KAZAKHSTAN	02/03/2015	18/09/2015	01/08/2017
LUXEMBOURG	02/03/2015	27/11/2015	01/08/2017
BELGIQUE	02/03/2015	08/08/2016	01/08/2017
PAYS-BAS l'entièreté du Royaume ; Aruba, Curaçao, Sint-Maarten et la partie Caraïbe des Pays-Bas (les îles de Bonaire, Saint-Eustache et Saba))	02/03/2015	13/06/2017	01/08/2017

Lijst gebonden staten

Gebonden Staten	Datum Ondertekening	Datum neerlegging (art. 12)	Datum inwerkingtreding (art. 12)
KAZACHSTAN	02/03/2015	18/09/2015	01/08/2017
LUXEMBURG	02/03/2015	27/11/2015	01/08/2017
BELGIE	02/03/2015	08/08/2016	01/08/2017
NEDERLAND (het gehele Koninkrijk; Aruba, Curaçao, Sint-Maarten en het Caraïbische deel van Nederland (de eilanden Bonaire, Sint-Eustatius en Saba))	02/03/2015	13/06/2017	01/08/2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/30563]

10 JUILLET 2017. — Loi renforçant le rôle du service de conciliation fiscale (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2

Effet suspensif de la demande de conciliation fiscale

Art. 2. A l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé;

2° entre les paragraphes 1^{er} et 2, sont insérés les paragraphes 1^{er}/1 et 1^{er}/2, rédigés comme suit :

"§ 1^{er}/1. Une demande de conciliation déclarée recevable a un effet suspensif sur la prise de toute décision, sauf si les droits du Trésor sont en péril. Le délai de suspension prend cours à compter de la date à laquelle la demande de conciliation fiscale a été déclarée recevable.

Le délai de suspension visé à l'alinéa 1^{er} prend fin le jour de l'approbation du rapport de conciliation par le Collège des conciliateurs fiscaux, sauf désistement ou accord préalable des parties concernées, et au plus tard un mois avant l'expiration du délai visé à l'article 1385undecies, alinéa 4, du Code judiciaire.

§ 1^{er}/2. Si la demande de conciliation est relative à un conflit avec le receveur chargé du recouvrement des créances fiscales ou non fiscales, tous les moyens d'exécution visés dans le Titre III de la cinquième partie du Code Judiciaire, sont suspendus pendant un mois au maximum et les saisies déjà pratiquées gardent leur caractère conservatoire, à l'exception des saisies arrêts entre les mains d'un tiers déjà pratiquées dont le plein effet est maintenu.

Ce qui précède vaut également pour la saisie-arrêt exécution entre les mains d'un tiers insérée en exécution de l'article 300, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, pour la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 85bis du Code de la taxe sur la valeur

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/30563]

10 JULI 2017. — Wet tot versterking van de rol van de fiscale bemiddelingsdienst (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2

Schorsend effect van een aanvraag tot fiscale bemiddeling

Art. 2. In artikel 116, van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het derde lid opgeheven;

2° tussen de paragrafen 1 en 2 worden de paragrafen 1/1 en 1/2 ingevoegd, luidende :

"§ 1/1. Een ontvankelijk verklaarde aanvraag tot bemiddeling heeft een schorsende werking op het nemen van enige beslissing, behalve indien de rechten van de Schatkist in gevaar zijn. De schorsingstermijn vangt aan vanaf de datum waarop de aanvraag tot fiscale bemiddeling ontvankelijk is verklaard.

De in het eerste lid bedoelde schorsingstermijn wordt beëindigd op de dag waarop het bemiddelingsverslag wordt goedgekeurd door het College van fiscaal bemiddelaars, behoudens verzaking of eerder akkoord tussen de betrokken partijen, en ten laatste één maand voor het verstrijken van de in artikel 1385undecies, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde termijn.

§ 1/2. Indien de aanvraag tot bemiddeling betrekking heeft op een betwisting met de ontvanger belast met de invordering van de fiscale of niet-fiscale schuldvorderingen, zijn alle middelen van tenuitvoerlegging bedoeld in Titel III van het vijfde deel van het Gerechtelijk Wetboek, gedurende maximum een maand geschorst en behouden de reeds gelegde beslagen hun bewarende werking, met uitzondering van de reeds gelegde beslagen onder derden die hun volle uitwerking behouden.

Het voorgaande geldt eveneens voor het uitvoerend beslag onder derden ingevoegd in uitvoering van artikel 300, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, het uitvoerend beslag onder derden vervat in artikel 85bis van het Wetboek van de belasting over de

ajoutée, pour la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 6 de la loi domaniale du 22 décembre 1949 et pour la saisie-arrêt-exécution entre les mains d'un tiers inscrite à l'article 101 du Règlement général sur les frais de justice en matière répressive du 28 décembre 1950."

Art. 3. L'article 1385*undecies* du Code judiciaire, inséré par la loi du 23 mars 1999, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Le délai de six mois visé à l'alinéa 2, éventuellement prolongé comme prévu à l'alinéa 3, est prolongé de quatre mois au maximum lorsque le contribuable a introduit une demande de conciliation déclarée recevable auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)."

CHAPITRE 3. — *Droit d'assister à l'audition*

Art. 4. Dans l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"A cette fin, le service de conciliation fiscale peut assister à l'audition organisée dans le cadre du traitement du litige pour lequel une demande de conciliation est introduite, bien que ce droit d'être entendu ne soit pas explicitement prévu dans la loi."

CHAPITRE 4. — *Rapport annuel*

Art. 5. Le Ministre des Finances adresse chaque année à la Chambre des représentants un rapport portant sur l'application de l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV).

L'identité des demandeurs d'une conciliation et des membres du personnel du Service public fédéral Finances ne peut être mentionnée dans le rapport. Ces rapports peuvent contenir des recommandations jugées utiles que le service de conciliation fiscale a adressées au président du Service public fédéral Finances et exposent les éventuelles difficultés que le service de conciliation fiscale rencontre dans l'exercice de ses fonctions.

Le rapport est publié par la Chambre des représentants.

CHAPITRE 5. — *Droit d'introduire une réclamation valable auprès du service de conciliation fiscale*

Art. 6. Dans l'article 366 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 3 août 2016, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

"Lorsque la réclamation est adressée à un fonctionnaire de l'administration chargé de l'établissement des impôts sur les revenus autre que celui visé à l'alinéa 1^{er}, à un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, ou au Service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), la réclamation reste valablement introduite à la date de sa réception par ce fonctionnaire ou ce service.

Le fonctionnaire ou le service visés à l'alinéa 2 transmet la réclamation immédiatement au conseiller général visé à l'alinéa 1^{er} et en informe le réclamant."

CHAPITRE 6. — *Adaptation à l'évolution de l'organisation et des structures de l'Administration générale de la perception et du recouvrement*

Art. 7. L'article 399*bis* du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), est remplacé par ce qui suit :

"Art. 399*bis*. En cas de litige avec un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, le redevable ou toute autre personne à charge de laquelle un impôt ou un précompte peut être mis en recouvrement, peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)."

Art. 8. L'article 85*ter* du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, inséré par la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV), est remplacé par ce qui suit :

"Art. 85*ter*. En cas de litige avec un agent de l'administration chargée de la perception et du recouvrement, le redevable ou toute autre personne à charge de laquelle la taxe peut être mise en recouvrement, peut introduire une demande de conciliation auprès du service de conciliation fiscale visé à l'article 116 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)."

toegevoegde waarde, het uitvoerend beslag onder derden vervat in artikel 6 van de domaniale wet van 22 december 1949 en het uitvoerend beslag onder derden vervat in artikel 101 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken van 28 december 1950."

Art. 3. Artikel 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 maart 1999, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De in het tweede lid bedoelde termijn van zes maanden, desgevallend verlengd als bepaald in het derde lid, wordt met maximum vier maanden verlengd wanneer de belastingplichtige een ontvankelijk verklaarde aanvraag tot bemiddeling heeft ingediend bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)."

HOOFDSTUK 3. — *Recht om de hoorzitting bij te wonen*

Art. 4. In artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), wordt paragraaf 3 aangevuld met een lid, luidende :

"Daartoe kan de fiscale bemiddelingsdienst de hoorzitting bijwonen die wordt georganiseerd in het kader van de behandeling van het geschil waarvoor een aanvraag tot bemiddeling is ingediend, ongeacht of dit hoorrecht uitdrukkelijk in de wet is bepaald."

HOOFDSTUK 4. — *Jaarverslag*

Art. 5. De Minister van Financiën zendt elk jaar een verslag over de toepassing van artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV) naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

De identiteit van de aanvragers om bemiddeling en van de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën mag niet in het verslag worden vermeld. Deze verslagen kunnen nuttig geachte aanbevelingen bevatten die de fiscale bemiddelingsdienst heeft gericht aan de voorzitter van de Federale Overheidsdienst Financiën en vermelden de eventuele moeilijkheden die de fiscale bemiddelingsdienst ondervindt bij de uitoefening van zijn ambt.

Het verslag wordt door de Kamer van volksvertegenwoordigers openbaar gemaakt.

HOOFDSTUK 5. — *Recht om een geldig bezwaarschrift in te dienen bij de fiscale bemiddelingsdienst*

Art. 6. In artikel 366 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 3 augustus 2016, worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt :

"Wanneer het bezwaarschrift is gericht aan een andere ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen dan deze bedoeld in het eerste lid, aan een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen of aan de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), blijft het bezwaarschrift geldig ingediend vanaf de datum van ontvangst door die ambtenaar of die dienst.

De in het tweede lid bedoelde ambtenaar of bedoelde dienst zendt het bezwaarschrift onmiddellijk door aan de in het eerste lid bedoelde adviseur-generaal en stelt de bezwaarindieners hiervan in kennis."

HOOFDSTUK 6. — *Aanpassing aan de evolutie in de organisatie en structuren van de Algemene Administratie van de Inning en de Invordering*

Art. 7. Artikel 399*bis* van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), wordt vervangen als volgt :

"Art. 399*bis*. In geval van betwisting met een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen, kan de belastingschuldige of ieder ander persoon lastens wie een belasting of voorheffing kan worden ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld in artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)."

Art. 8. Artikel 85*ter* van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV), wordt vervangen als volgt :

"Art. 85*ter*. In geval van betwisting met een ambtenaar van de administratie belast met de inning en de invordering, kan de belastingschuldige of ieder ander persoon lastens wie de belasting kan worden ingevorderd, een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de fiscale bemiddelingsdienst bedoeld bij artikel 116 van de wet van 25 april 2007 houdende diverse bepalingen (IV)."

CHAPITRE 7. — *Entrée en vigueur*

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K54-0607

Compte rendu intégral : 29 juin 2017

HOOFDSTUK 7. — *Inwerkingtreding*

Art. 9. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, 10 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K54-0607

Integraal verslag : 29 juni 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2017/203779]

5 JUILLET 2017. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1988 fixant les modèles de convention et de formulaire de paiement par virement, visés par les articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 24 décembre 1987 portant exécution de l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, l'article 42, alinéa 2, modifié par la loi du 2 juillet 1981 et par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1987 portant exécution de l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, relatif au paiement des allocations annuelles, des rentes et des allocations, les articles 8 et 9, remplacés par l'arrêté royal du 2 juin 2010;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1988 fixant les modèles de convention et de formulaire de paiement par virement, visés par les articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 24 décembre 1987 portant exécution de l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

Vu l'avis du comité de gestion du Fonds des accidents du travail, donné le 20 décembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mars 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 avril 2017;

Vu l'avis 61.395/1 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1988 fixant les modèles de convention et de formulaire de paiement par virement, visés par les articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 24 décembre 1987 portant exécution de l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, remplacé par l'arrêté ministériel du 2 juin 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté ministériel fixant le modèle de convention visé par l'article 8 de l'arrêté royal du 24 décembre 1987 portant exécution de l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail. ».

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté, remplacé par l'arrêté ministériel du 2 juin 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1^{er}. La convention visée à l'article 8 de l'arrêté royal du 24 décembre 1987 portant exécution de l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, relatif au paiement des

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2017/203779]

5 JULI 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 december 1988 houdende vaststelling van de modellen van overeenkomst en van formulier voor betaling door overschrijving bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 24 december 1987 tot uitvoering van artikel 42, tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, artikel 42, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981 en bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1987 tot uitvoering van artikel 42, tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, betreffende de uitbetaling van de jaarlijkse vergoedingen, van de renten en van de bijslagen, de artikelen 8 en 9, vervangen bij het koninklijk besluit van 2 juni 2010;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 december 1988 houdende vaststelling van de modellen van overeenkomst en van formulier voor betaling door overschrijving bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 24 december 1987 tot uitvoering van artikel 42, tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Fonds voor Arbeidsongevallen, gegeven op 20 december 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 maart 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 11 april 2017;

Gelet op advies 61.395/1 van de Raad van State, gegeven op 29 mei 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het ministerieel besluit van 1 december 1988 houdende vaststelling van de modellen van overeenkomst en van formulier voor betaling door overschrijving bedoeld in de artikelen 8 en 9 het koninklijk besluit van 24 december 1987 tot uitvoering van artikel 42, tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, vervangen bij het ministerieel besluit van 2 juni 2010, wordt vervangen als volgt :

« Ministerieel besluit houdende vaststelling van het model van overeenkomst bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 24 december 1987 tot uitvoering van artikel 42, tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971. ».

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit, vervangen bij het ministerieel besluit van 2 juni 2010, wordt vervangen als volgt :

« Art. 1. De overeenkomst bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 24 december 1987 tot uitvoering van artikel 42, tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, betreffende de